

LA COMMANDE D'AVIONS LOCKHEED—L'OPPORTUNITÉ D'UNE RUPTURE DE CONTRAT ET DE L'ACHAT D'AVIONS D'UNE AUTRE MARQUE

M. Andrew Brewin (Greenwood): Étant donné toute cette histoire et le fait qu'aucune entente n'a en fait été conclue—et rien ne garantit la livraison une fois l'entente conclue—j'aimerais savoir du ministre si le gouvernement va mettre fin aux négociations avec Lockheed et chercher à se pourvoir de patrouilleurs à long rayon d'action en transformant les appareils Argus ou de quelque autre façon?

L'hon. James Richardson (ministre de la Défense nationale): Nous n'en avons pas l'intention actuellement.

* * *

[Français]

L'EXPANSION ÉCONOMIQUE RÉGIONALE

ON DEMANDE QUE DES DISPOSITIONS FAVORISENT LA CÔTE SUD DU QUÉBEC DANS LE NOUVEL ACCORD AVEC CETTE PROVINCE

M. Adrien Lambert (Bellechasse): Monsieur l'Orateur, en l'absence du ministre de l'Expansion économique régionale, je désire poser une question au très honorable premier ministre.

Compte tenu du fait qu'hier soir, aux nouvelles françaises de Radio-Canada, le ministre de l'Expansion économique régionale a déclaré que l'accord Ottawa-Québec concernant la région de l'Est de la province de Québec doit prendre fin le 31 mars 1976 et qu'il sera renouvelé incessamment, le premier ministre pourrait-il dire à la Chambre si la région de la Côte Sud qui est située entre Lévis et Rimouski fera partie de cet accord, ou si cette région fera partie d'un accord spécial tel que demandé par les conseils municipaux et par les corps intermédiaires?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur le président, effectivement le ministre est en train de discuter avec ses collègues le renouvellement d'un accord qui expire incessamment. Lorsque cet accord aura été approuvé par le conseil des ministres, il en annoncera les termes aux députés.

ON PROPOSE LA DÉCENTRALISATION INDUSTRIELLE POUR FAVORISER LES RÉGIONS SOUS-DÉVELOPPÉES

M. Adrien Lambert (Bellechasse): Monsieur l'Orateur, je désire remercier le premier ministre de sa réponse et lui poser une question supplémentaire.

Étant donné que plusieurs personnalités politiques ont exprimé depuis plusieurs années cette idée de décentralisation industrielle, puis-je demander au premier ministre si son gouvernement a l'intention de favoriser davantage cette décentralisation industrielle afin de favoriser davantage les régions sous-développées ou les régions en expansion, là où se trouve présentement une main-d'œuvre bien préparée pour répondre aux besoins de l'établissement de nouvelles industries dans ces régions?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur le président, pour autant que la décentralisation industrielle fait l'objet de la question, je ferai part au ministre des instances et arguments du député. En ce qui touche à la décentralisation des services gouvernementaux, cela relève du président du Conseil du Trésor, qui a déjà

Questions orales

pris des décisions très heureuses pour la province de Québec en ce sens.

* * *

[Traduction]

L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE

DEMANDE DE DIVULGATION DES NOMS DES PERSONNES CONSULTÉES PAR M. DRURY AU SUJET DE LA DÉMARCHE AUPRÈS DU JUGE HUGESSEN

M. Lincoln M. Alexander (Hamilton-Ouest): Monsieur l'Orateur, j'aimerais adresser une question au ministre des Travaux publics. Elle fait suite aux questions posées par le député de Vancouver-Sud au sujet d'un affrontement. Hier, le ministre des Travaux publics a admis avoir consulté quelques-uns de ses collègues du cabinet sur cette affaire d'affrontement qu'il a soulevée auprès du juge Hugessen. Il a même ajouté qu'il essaierait de se rappeler avec un peu plus de précision avec qui il s'en était entretenu avant d'aborder le juge Hugessen. Le ministre a-t-il réussi à se rappeler avec qui il a discuté de cette question, et pourrait-il nous donner maintenant le nom de ces collègues?

L'hon. C. M. Drury (ministre des Travaux publics): Monsieur l'Orateur, j'ai relu la question et la réponse d'hier; une chose n'est pas très claire, du moins dans mon esprit: parlons-nous de rumeurs ou d'affrontement? J'ai essayé de me rappeler où j'ai entendu ou cru entendre la rumeur comme je m'y suis engagé. Pour ce qui est de la demande du député de Vancouver-Sud de révéler les noms de mes collègues du cabinet avec qui j'avais discuté de la question en général ou de la nature du procès en particulier, je crains ne pouvoir rien faire de mieux que de réitérer que les conversations entre collègues du cabinet ne devraient pas être divulguées dans les réponses aux questions orales posées à la Chambre.

● (1420)

M. Alexander: Monsieur l'Orateur, c'est un tas de bêtises.

Des voix: Bravo!

M. Alexander: ... parce qu'hier, le ministre des Travaux publics a tenu sans équivoque possible, qu'il ait parlé d'affrontement ou d'attaque concertée, les propos suivants:

Monsieur l'Orateur, je ne me souviens pas très bien, mais je crois avoir probablement mentionné la chose à certains de mes autres collègues de cabinet.

Je tiens seulement à dire au ministre que le député de Vancouver-Sud...

Des voix: Règlement!

M. l'Orateur: A l'ordre.

LES DÉCLARATIONS APPAREMMENT CONTRADICTOIRES DE M. DRURY AU SUJET D'ATTAQUE CONCERTÉE CONTRE CERTAINS MINISTRES FRANCOPHONES

M. Lincoln M. Alexander (Hamilton-Ouest): Monsieur l'Orateur, ma deuxième question, et j'espère que le ministre pourra y répondre, porte sur la déclaration faite jeudi dernier par le ministre des Travaux publics:

... il est difficile d'attribuer une source précise à des rumeurs non fondées.

Il parlait de la présumée attaque concertée de l'establishment anglophone contre des francophones occupant des postes importants. Toutefois, *La Presse* du 17 mars indique...